


> Théâtre

# Don Juan revient de la guerre

Texte **Ödön von Horváth** Mise en scène **Guy Pierre Couleau**

**Du jeu 5 au sam 14 janvier**

**Lundi > vendredi à 20h / Samedi à 19h**

TnBA - Studio de création - Durée 1h30 



© André Muller

---

## TnBA - Théâtre du Port de la Lune

Place Renaudel BP7  
F 33032 Bordeaux  
Tram C / Arrêt Sainte-Croix

## Renseignements et location

Au TnBA - Ma > Sa, 13h > 19h  
billetterie@tnba.org  
**T 05 56 33 36 80**  
**www.tnba.org**

## **Annexe : Recherches sur le texte (extrait)**

Réalisé par Bruno Journée, assistant à la mise en scène

### **Page 15 : Les loisirs des soldats : revues et théâtre aux armées**

« Sans penser si la paix est proche,  
Cherchons des divertissements  
Lorsqu'on ne peut pas tuer de boches  
On est réduit à tuer le temps. »

C'est en ces termes mi-sérieux mi-amusés que les rédacteurs de *Jamais deux sans trois*, une revue théâtrale élaborée par des soldats du 1<sup>er</sup> Zouaves, s'expriment pour désigner avec une habile mise en abîme, l'une des pratiques importantes de la vie en guerre, à savoir celle de leurs loisirs. Pour autant, distraire les soldats ne fut jamais une priorité du haut commandement de l'armée française qui ne toléra cette pratique qu'avec réticences, désintérêt ou un certain soulagement désabusé, notamment lorsque le comportement et la conduite des troupes au repos lui posaient problème. De plus, il éprouva les plus grandes difficultés à conceptualiser et accepter l'idée d'une guerre longue. Il lui fallut donc du temps pour admettre, non sans quelques réticences d'ordre réglementaire, l'idée que distraire les hommes du front était devenu une obligation d'autant plus utile et nécessaire que la guerre s'éternisait. Des loisirs encadrés par la hiérarchie s'imposèrent donc, *de facto*.

#### **Les revues aux armées**

Ces manifestations récréatives alternent scénettes et chansons guillerettes avaient connu un franc succès avant la guerre. Il s'agit, en l'occurrence, de spectacles de music-halls ou de cafés-concerts visant à distiller de la bonne humeur, et qu'avaient pu apprécier certains soldats avant leur mobilisation.

Les revues aux armées ont pu rapidement s'adapter aux maigres moyens techniques des zones du front. Elles reprennent souvent les thématiques et le déroulé des spectacles de la Belle Epoque. Il s'agit là d'un mode d'expression théâtral et musical apprécié par le plus grand nombre. Des milliers d'hommes vont ainsi être conviés à assister, parfois pour une première, à un type de représentation qui, jusque-là, était presque réservé aux urbains. La mise en place progressive des revues ne constitue en aucun cas l'émergence d'une production artistique neuve ou originale. Bien au contraire, il s'agit pour les organisateurs et régisseurs improvisés du front, de reproduire et d'adapter une forme ancienne, qui a connu et connaît toujours un grand succès.

Une revue de café-concert réussie est avant tout un spectacle musical chamarré, d'où le consommateur-spectateur doit ressortir « ébloui ». Presque tous ces spectacles obéissent également à une autre règle qui constitue l'invariable trame de leur réussite. A la manière des traditionnelles revues de fin d'année, elles entendent traiter l'actualité politique ou mondaine récente. Elles alternent des saynètes comiques qui font explicitement référence au passé proche, agrémentées de chansons légères, gaies, souvent teintées d'une grivoiserie que le public accepte et apprécie. Ces chansonnettes, adaptées sur des airs connus, permettent d'assurer un spectacle où monotonie et gravité sont considérées comme des fautes de goût.

Les règles élémentaires et constantes de la revue du café-concert de la Belle Epoque possèdent quelques qualités essentielles. Elles fonctionnent sur un mode souple et donc facilement adaptable sur le front. Elles savent séduire un public, en lui communiquant l'enthousiasme de leur cadence endiablée, dû à la présence d'une multitude de tableaux. La porosité naturelle entre le contenu des

spectacles du front et ceux d'avant-guerre est d'autant plus importante que la présence de l'élément militaire y avait toujours été l'un des ingrédients principaux. En effet, le genre comique troupier avaient déjà connu un important succès auprès des amateurs du théâtre boulevardier d'avant-guerre. Il attirait tout à la fois la petite et moyenne bourgeoisie et les milieux populaires.

Si l'on en croit le général Doreau qui consacra aux revues aux armées une étude détaillée, les premières revues apparurent « à partir de l'été 1915, précisément parce que la guerre traînait en longueur. » Après avoir campé le décor de « ces fermes [qui] étaient pour la plupart ruinées et vides d'habitants », l'auteur s'interroge tant sur leur origine que leur vocation :

« [...] que faire, le soir venu, pour se distraire et passer le temps ? Se réunir pour chanter ou entendre chanter était une ressource toute indiquée. Et c'est ainsi que les toutes premières manifestations de nature artistique [...] consistèrent en ces réunions spontanées de soldats désœuvrés autour d'un camarade chanteur. Il y avait des chanteurs habiles, puisque les professionnels étaient mobilisés parmi la masse ; il y en avait d'autres qui ne possédaient et n'offraient que leur bonne volonté !

Qu'il y ait eu des professionnels talentueux du monde musical dans les rangs des armées belligérantes est un fait avéré, mais qui n'explique pas comment ces « artistes », plus ou moins confirmés, furent mis à contribution pour réaliser les nombreuses revues interprétées pendant la guerre. Monter un tel type de spectacle suppose qu'il y ait eu au préalable un travail d'écriture assez conséquent, nécessitant de réelles qualités littéraires de la part de leurs auteurs.

Faisons un constat sur leur forme écrite d'abord : la majeure partie de leurs textes sont écrits en vers. Ce qui suppose, chez leurs rédacteurs, la présence d'une culture faite d'humanités. La plupart de ces écrits s'apparentent donc à des sortes de palimpsestes où transparissent toujours des références plus ou moins explicites à des auteurs du répertoire de la littérature classique ou du théâtre de boulevard, chers à la petite et moyenne bourgeoisie urbaine. Il est toutefois intéressant de noter que bon nombre de ces textes, lorsqu'ils sont signés, sont de la même plume que celle des mêmes rédacteurs que ceux des journaux de tranchées. Il arrive d'ailleurs assez souvent que la presse du front rende un hommage aux revues, en les évoquant dans leurs colonnes. Les ressemblances de genre, de style et d'humour abondent entre ces deux genres de productions vouées à être publiées. Les mêmes victimes expiatoires (gendarmes, embusqués) y sont stigmatisées et brocardées. On retrouve d'ailleurs dans ces deux types d'écrits les mêmes « recettes » littéraires. Elles mêlent les substrats d'une culture nourrie d'humanités à des tournures plaisantes, teintées d'autodérision et décrivant – en allant parfois jusqu'à une forme de grivoiserie scatologique – les affres de la vie du soldat en campagne. La consultation des listes de distributions de rôles dans les revues publiées laisse apparaître un amalgame équilibré des grades : un nombre important d'officiers subalternes (certains appartenant au corps médical) et de sous-officiers y sont majoritairement représentés.

D'autres soldats, sans grade, ou certains professionnels du spectacle demeurés dans le rang, ont aussi pu participer à leur écriture. Mais là encore, le genre induit par ce type de spectacle tout empreint de seconds degrés et de sous-entendus, suppose que leurs auteurs détiennent des talents réservés à ceux qui ont reçu une instruction secondaire assez solide. Un professionnel de l'écriture comme Henry Bordeaux ne s'y trompe pas, lorsqu'il écrit, en 1916 : « J'ai eu l'occasion de voir représenter deux de ces revues de l'avant. L'une est visiblement l'œuvre de lettrés : elle a la légèreté, la bonne humeur, l'esprit et même parfois la roserie qu'on aimait applaudir au Palais-Royal ou aux Capucines. »

### **Le théâtre aux armées**

Comparable aux revues, il est, quant à lui, issu d'une initiative provenant du monde de l'arrière dédiée aux combattants. Mais derrière cette apparente simplicité se dissimule un régime d'échanges entre le monde de l'avant et de l'arrière qui est beaucoup plus complexe qu'il n'y paraît au premier abord et qui ne fonctionne pas à sens unique<sup>4</sup>. Apparu assez tardivement sur le front, il entend marcher dans les

pas des revues, tout en offrant aux soldats des spectacles censés être de meilleure qualité artistique puisque assurés par des professionnels. La première séance de théâtre aux armées eut lieu le 9 février 1916, à Crocq, dans la Somme. Mais avant que les artistes puissent rejoindre le front pour distraire les soldats, il fallut entamer de longues et patientes négociations, tant avec le ministère de la Guerre qu'avec les autorités militaires.

L'initiative du théâtre aux armées revient à deux hommes : Emile Fabre, administrateur général de la Comédie française et Alphonse Siché, hommes de lettres qui, dès le début de l'année 1916, conçurent l'idée d'organiser des tournées de professionnels du spectacle vers la zone des armées. Encore fallait-il obtenir des soutiens moraux et financiers pour faire avancer ce projet. Un comité d'action fut donc constitué à Paris, *L'Œuvre du théâtre aux armées*. Il comprenait le sous-secrétaire aux Beaux-Arts, Albert Dalimier et différents hommes de lettres. En rendant publique par voie de presse une déclaration d'intention aussi généreuse, Emile Fabre entendait aussi exercer une certaine forme de pression sur l'autorité militaire qui ne voyait pas nécessairement arriver d'un très bon œil ces artistes sur le front.

Mais au-delà de l'appel généreux de l'intellectuel en faveur des hommes du front se profile aussi une mise à contribution financière. Après différents appels vers le public des salles de spectacles de l'arrière visant à alimenter les ressources pécuniaires indispensables au bon fonctionnement d'une telle entreprise, on assiste à une réelle forme de « mobilisation » autour de ce projet. Le quotidien *Le Journal* promeut et assure de son côté, l'organisation d'une représentation à l'Opéra-comique de Paris. Le 27 décembre 1916 a lieu la première d'une pièce en un acte, composée par Maurice Donnay et intitulée, précisément, *Le théâtre aux armées*. Les bénéfices de ce spectacle sont alors reversés au comité d'organisation.

L'autorisation de principe du théâtre aux armées est accordée par le G.Q.G. puis transmise aux différents échelons hiérarchiques. Les généraux divisionnaires, prévoyant une période de repos pour leurs troupes dans les cantonnements distants de la zone de feu, ont alors latitude pour adresser au ministère de la Guerre une demande en vue d'obtenir la venue d'un spectacle. Moyennant quoi ils prennent à leur charge le choix d'un espace d'accueil de la représentation et son organisation matérielle. Les acteurs, dès leur entrée dans la zone des armées, sont munis d'une feuille de route militaire collective et il appartient aux états-majors divisionnaires de leur assurer transport, logement et nourriture. Emile Fabre brosse dans ses mémoires un tableau assez décevant de cette expérience. Il évoque, à plusieurs reprises, les difficultés auxquelles furent confrontés les artistes face aux représentants d'une autorité militaire très pointilleuse :

« À partir du moment où nous arrivions en zone armée, les artistes étaient soumis à la stricte discipline militaire. Les régisseurs [...] surveillaient l'exécution du programme auquel aucune modification ne pouvait être apportée. Un lieutenant désigné par le G.Q.G. accompagnait la troupe dans chaque camp. Il veillait à ce que tout se déroule normalement et que nous respections les délais : nous n'avions que vingt minutes pour nous préparer à monter sur scène et quinze pour nous démaquiller. Nous ne pouvions avoir aucun contact avec les soldats. »

Les premières représentations furent jouées dans la simplicité rustique de l'environnement immédiat du front. Le général Doreau précise que « les spectacles étaient composés de façon à n'offrir aucune nécessité de mise en scène », que « l'éclectisme [...] présidait à [leur] organisation [...] ». Certaines photographies confirment en effet un aspect improvisé. La scène est constituée de simples tréteaux et le chevalet de quelques planches auxquelles a été accroché un rideau de fortune. Comme le notait un régisseur, les conditions de représentation étaient techniquement très limitées et souvent peu gratifiantes, du moins dans les débuts :

« A West-Vleteren nous avons donné un assez médiocre spectacle aux « poilus » indifférents. Point de bancs, encore moins de chaises. Le parterre debout, comme en l'hôtel de Bourgogne. Les gars du Nord, lourds et taciturnes, mâchaient des brins de paille, et ceux du premier rang souriaient sans

comprendre [...]. La pièce a continué. Les gars se sont dispersés. Personne ne s'occupait de nous et il fallait se mettre en quête de la croûte. Charlie cherchait un officier et n'en trouvait point. La cuisine roulante (la roulante !) nous fournit de la bidoche et des fayots. Un estaminet désert réservait une table maculée, de la bière aigre. »

Toutefois, au fil des représentations, les conditions matérielles s'améliorent et permettent d'accueillir un nombre toujours plus grand de spectateurs. La qualité des lieux scéniques et des salles de spectacles dépend souvent de l'investissement matériel que le commandement entend accorder aux représentations. Le peintre militaire Georges Scott est mis à contribution en vue de l'organisation, de l'amélioration et même d'une forme de standardisation des espaces scéniques démontables affectés à la zone de l'avant :

« Nos théâtres comprennent : un plateau démontable avec chevalets, un décor et ses portants, un manteau d'arlequin, cinquante bancs pliants, des lampes à acétylène destinées à l'éclairage de la salle et de la scène. A chacun d'eux fut adjoint un militaire, artiste de profession, appartenant à la réserve de l'armée territoriale ou au service auxiliaire, et remplissant les fonctions de régisseur. Son rôle devait consister à recruter dans les unités stationnant dans la zone des armées [...] les soldats (professionnels ou amateurs) susceptibles de pouvoir lui prêter leur concours<sup>7</sup>. » La notoriété plus ou moins grande des artistes, tout comme la couverture médiatique que l'armée souhaite donner à l'événement expliquent aussi la grande variété des moyens matériels alloués autour de ces spectacles récréatifs.

L'étude des divers témoignages laissés par certains soldats spectateurs montre aussi que leur réception fut parfois mitigée, leur succès relatif et qu'ils purent même être sévèrement jugés par leur public. Malgré la relative rareté et le caractère tardif de ces représentations, les combattants aguerris par plusieurs années de présence au front forment un public difficile à conquérir. Il ne suffit pas d'aller vers eux pour les séduire, loin s'en faut. Et plus d'un ou une artiste venu de l'arrière avec un message propagandiste trop appuyé ont été sanctionnés au mieux par une froide indifférence, au pire par quelques quolibets ironiques quant à leur engagement patriotique purement verbal... Même réaction, teintée ici en plus d'indignation et de colère chez le colonel Taylor du 19<sup>e</sup> R.I. qui dénonce, après avoir assisté à une séance, un « *spectacle bête à pleurer ou ordurier à crier* ». Ce militaire de carrière qui, avant-guerre, possédait des convictions sur le rôle moral et social de l'armée adressera d'ailleurs à l'officier du G.Q.G. chargé du théâtre aux armées un rapport dénonçant l'ineptie de ce genre de spectacle.

## Page 15 :Faust

Le docteur Faust est le héros d'un conte populaire allemand ayant fait florès au xvie siècle, à l'origine de nombreuses réinterprétations.

Cette histoire relate le destin d'un savant, Faust, déçu par l'aporie à laquelle le condamne son art, contractant un pacte avec le Diable, Lucifer, qui met à son service un de ses Esprits – dit Méphistophélès, lequel lui procure un serviteur humain, l'étudiant Wagner, qui devient son famulus - et lui offre une seconde vie, tournée cette fois vers les plaisirs sensibles, au prix de son âme. Dans la plupart des versions populaires du récit fantastique, l'âme de Faust est damnée après sa mort, qui suit une longue période (24 ans précisent certains textes) durant laquelle le Diable a exaucé la plupart de ses vœux.



## **Page 15 : Armistice de 1918**

Cette photographie a été prise après la signature de l'armistice à la sortie du « wagon de l'Armistice » du train d'État-Major<sup>1</sup> du maréchal Ferdinand Foch (deuxième à partir de la droite).

L'armistice de 1918, signé le 11 novembre 1918 à 5 h 15, marque la fin des combats de la Première Guerre mondiale (1914-1918), la victoire des Alliés et la défaite totale de l'Allemagne, mais il ne s'agit pas d'une capitulation au sens propre.

Le cessez-le-feu est effectif à onze heures, entraînant dans l'ensemble de la France des volées de cloches et des sonneries de clairons annonçant la fin d'une guerre qui a fait plus de 8 millions de morts et d'invalides ou de mutilés. Les généraux allemands et alliés se réunissent dans un wagon-restaurant aménagé provenant du train d'État-Major du maréchal Foch, dans la clairière de Rethondes, en forêt de Compiègne

Plus tard, en 1919, à Versailles, sera signé le traité de Versailles.

## **Page 16 : Intervention en Sibérie**

L'intervention en Sibérie ou l'expédition de Sibérie, de 1918-1922 est un envoi de troupes des forces de l'Entente dans les provinces maritimes russes dans le cadre de l'aide importante des pays occidentaux et du Japon pour soutenir les armées blanches contre l'armée rouge bolchévique durant la guerre civile russe. L'armée impériale japonaise continua toutefois d'occuper la Sibérie même après le retrait des forces occidentales en 1920.



## **Page 17 : Offensive de Gorlice-Tarnów**

L'offensive de Gorlice-Tarnów est une offensive de la Première Guerre mondiale menée par l'Allemagne pour atténuer la pression russe sur l'Autriche-Hongrie. Elle marque un tournant sur le front de l'Est. Les Allemands, appuyés par les Autrichiens, y sont victorieux, arrivant à effectuer une percée rapide dans les défenses ennemies et à faire reculer les Russes sur près de 150 km. À l'issue de l'offensive, les Empires centraux peuvent ainsi occuper la Pologne, une partie de la Biélorussie et de la Russie et une grande part de la Lituanie.

Après la bataille, les Empires centraux poursuivirent leur avancée à travers l'Empire russe, mais les Allemands ne parvinrent pas à prendre Riga, le grand port russe sur la Baltique. 1915 fut l'année où l'Allemagne connut le plus de succès sur le front oriental.

La bataille de Gorlice-Tarnów fut d'ailleurs la plus éclatante victoire de toute la Première Guerre mondiale pour les Allemands, bien qu'elle se fût déroulée sur un front secondaire.

## **Page 19 : Cheval de frise (barrière)**

Chevaux de frise en bois utilisés pendant le siège de Petersburg, guerre de Sécession

Un **cheval de frise** est un type de barrière de défense utilisée depuis au moins la protohistoire, devant les remparts des oppida.

Les chevaux de frise sont formés de poutres longues d'environ 1,5 mètre, aiguës, assemblées en croix, et solidarisées par une poutre longitudinale qui assure la stabilité de l'ensemble. Des dispositifs plus petits et plus légers à base de croisillons d'acier existent comme dispositif anti-émeutes.



## Page 20 : Guerre civile russe



L'Armée rouge, tout juste formée, à Tiflis, Géorgie, en 1921

La guerre civile russe est l'ensemble des événements qui déchirent l'ancien Empire russe durant plus de cinq années, de la fin 1917 à 1923, le gros des combats étant terminé en 1921. Elle se situe dans le prolongement de la révolution russe d'Octobre 1917 ; l'essentiel des campagnes militaires se poursuit jusqu'à la proclamation de la NEP.

La guerre civile russe n'oppose pas simplement les révolutionnaires bolcheviks aux « Blancs » monarchistes partisans du retour à l'ancien régime tsariste. La violence ruineuse du conflit n'est pas due au seul choc des terreurs « blanche » et « rouge » décidées d'en-haut. Cette guerre civile est d'abord un chaos indescriptible et très violent, où l'État et la société russes se sont désintégrés sous la poussée de multiples forces centrifuges, jusqu'à leur reconstruction et leur reprise en main par les bolcheviks victorieux.

La guerre a vu en effet les autres formations révolutionnaires (mencheviks, SR, anarchistes, députés de l'ex-Constituante) se battre également contre les bolcheviks, parfois de façon autonome, parfois au prix d'une collusion avec les généraux blancs. Les tentatives d'émancipation de minorités nationales, l'action des « armées vertes » paysannes (hostiles à la fois aux bolcheviks et aux Blancs), la défense de projets de société concurrents (*Makhnovchtchina* anarchiste en Ukraine), l'intervention étrangère, les multiples règlements de compte et les déchaînements de violence spontanés n'ont pu qu'ajouter aux troubles. Enfin, les retournements d'alliance et les divisions internes n'ont pas manqué, ni les retournements de situation : Kiev change ainsi 14 fois de main pendant la guerre.

Les bolcheviks ont bénéficié de leur organisation supérieure et de leur discipline. Bien qu'ils aient rencontré (et réprimé) des résistances populaires virulentes, leur programme a été finalement mieux reçu des masses que celui des Blancs, lequel tendait au retour pur et simple à l'état des choses antérieur. Le camp des opposants à la révolution d'octobre a pâti de son hétérogénéité et de ses désunions.

Certains généraux « blancs » tels Lavr Kornilov se soucient en fait fort peu de rétablir la monarchie, et se voient très bien à la tête d'une république dictatoriale. Leurs projets préfigurent en partie les fascismes européens.

Selon Serge Wolikow, « la guerre civile forme le Parti et fabrique une politique identifiée à la révolution sans être celle qui avait été rêvée. Entre 1918 et 1921-1922, se met en place un État révolutionnaire : la guerre civile est en même temps perçue comme la poursuite de la révolution. »

## Page 20 : Association générale des travailleurs allemands

L'Association générale des travailleurs allemands (en allemand *Allgemeiner Deutscher Arbeiterverein*, abrégé en ADAV) fut le premier parti ouvrier d'Allemagne. Il a été créé le 23 mai 1863 par Ferdinand Lassalle à Leipzig, dans le royaume de Saxe. Il a cessé son existence en 1875, lorsqu'il fusionna avec le SDAP d'August Bebel et Wilhelm Liebknecht pour former le Parti des travailleurs socialistes allemands, renommé juste après le Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD). L'ADAV fut le premier parti ouvrier allemand, créé en Prusse avant l'unification allemande au sein de l'Empire allemand. Ses membres furent baptisés en Allemagne les *Lassalliens*.

L'association fut fondée par Lassalle et douze délégués des plus importantes villes allemandes : Brême, Dresde, Düsseldorf, Elberfeld, Francfort, Hambourg, Harburg, Cologne, Leipzig, Mayence et Solingen. Environ 600 travailleurs étaient présents, ayant emprunté la nouvelle ligne ferroviaire Dresde - Leipzig.

Lassalle fut président de mai 1863 au 31 août 1864. Il avait espéré des milliers d'adhésions, mais en 1864 il n'y en avait que 4 600 ; la fusion avec le SDAP devint la meilleure option pour gagner de l'influence. L'ADAV était en partie financée par des fonds collectés par Lassalle grâce à ses relations personnelles. C'est l'une de ses relations qui le provoqua en 1864 au duel où il perdit la vie.

Les opinions étaient tranchées au sein de l'ADAV entre les strictes adeptes du socialisme et de la social-démocratie. Wilhelm Liebknecht fut un de ses membres jusqu'en 1865, mais lorsque l'ADAV coopéra avec le gouvernement de Bismarck, comme sur la question du suffrage féminin, Liebknecht s'en détacha. Il avait écrit pour le journal de l'association *Der Sozial-Demokrat* mais devint en désaccord avec les positions pro-prussiennes du journal, il l'abandonna, d'abord pour créer le Parti du peuple de Saxe avec August Bebel, puis en 1869 il devint le cofondateur du Parti ouvrier social-démocrate (*Sozialdemokratische Arbeiterpartei*, SDAP) à Eisenach en tant que section de l'Association internationale des travailleurs, la Première Internationale.

Liebknecht rencontra ses anciens camarades de l'ADAV, que le manque de support de leur parti convainquit de joindre leurs forces à celles du SDAP en 1875. Avec le SDAP, l'ADAV forma le nouveau Parti ouvrier socialiste d'Allemagne (*Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands*, SAPD) à la Conférence de l'Unité socialiste à Gotha : leur manifeste devint le programme de Gotha. Il appelait la reconnaissance du suffrage « universel, égal et direct » ; il devint ultérieurement partie intégrante de la constitution de la République de Weimar. En 1890 le parti fut renommé *Sozialdemokratische Partei Deutschlands* (SPD), Parti social-démocrate d'Allemagne, et il existe toujours sous ce nom aujourd'hui.

**Page 20 : Georg Herwegh –Bundeslied für den Allgemeinen Deutschen Arbeiterverein**

**Bet' und arbeit! Ruft die Welt,**

*Prie et travaille ! Crie le monde,*

**Bete kurz! denn Zeit ist Geld.**

*Prie vite ! Car le temps c'est de l'argent*

**An die Türe pocht die Not –**

*La misère frappe aux portes*

**Bete kurz! denn Zeit ist Brot.**

*Prie vite ! Car le temps, c'est du pain*

**Und du ackerst und du säst,**

*Et tu laboures et tu sèmes*

**Und du nietest und du nähst,**

*Et tu assembles et tu couds,*

**Und du hämmerst und du spinnst –**

*Et tu martèles et tu files,*

**Sag' o Volk, was du gewinnst !**

*Dis au peuple ce que tu gagnes !*

**Wirkst am Webstuhl Tag und Nacht,**

*Tu agis jour et nuit sur le métier à tisser,*

**Schürfst im Erz- und Kohlenschacht,**

*Tu prospectes dans les puits de mine et de charbonnage,*

**Füllst des Überflusses Horn,**

*Tu remplis la corne d'abondance,*

**Füllst es hoch mit Wein und Korn.**

*Tu la remplies de vin et de céréales.*

**Doch wo ist dein Mahl bereit ?**

*Mais où est ton repas ?*

**Doch wo ist dein Feierkleid ?**

*Mais où est ta robe de fête ?*

**Doch wo ist dein warmer Herd ?**

*Mais où est ton foyer douillé ?*

**Doch wo ist dein scharfes Schwert?**

*Où est ton épée aiguisée ?*

**Alles ist dein Werk ! O sprich,**

*Tout est ton œuvre ! O parle,*

**Alles, aber nichts für dich !**

*Tout mais rien pour toi !*

**Und von allem nur allein,**

*Et seule chose que tu fasses,*

**Die du schmied'st die Kette dein ?**

*Et de fabriquer ta propre chaîne ?*

**Kette, die den Leib umstrickt,**

*Chaîne qui enserre ton corps,*

**Die dem Geist die Flügel knickt,**

*Qui casse les ailes de ton esprit,*

**Die am Fuß des Kindes schon**

*Qui cliquette déjà aux pieds*

**Klirrt – o Volk, das ist dein Lohn.**

*De l'enfant – O peuple, voilà ton salaire*

**Was ihr hebt ans Sonnenlicht,**

*Ce que vous remontez à la lumière du jour,*

**Schätze sind es für den Wicht;**

*Ce sont des trésors pour le démon ;*

**Was ihr webt, es ist der Fluch**

*Ce que vous tissez est*

**Für euch selbst – ins bunte Tuch.**

*Votre propre malédiction – dans des draps multicolores.*

**Was ihr baut, kein schützend Dach**

*Ce que vous construisez n'est pas pour vous protéger*

**Hat's für euch und kein Gemach;**

*Ni pour vous construire une maison ;*

**Was ihr kleidet und beschuht,**

*Ceux que vous habillez et que vous chaussez,*

**Tritt auf euch voll Übermut.**

*Vous marchent dessus avec arrogance.*

**Menschenbienen, die Natur**

*Abeilles humaines, la nature*

**Gab sie euch den Honig nur ?**

*Vous donne-t-elle seulement du miel ?*

**Seht die Drohnen um euch her !**

*Voyez les fainéants autour de vous !*

**Habt ihr keinen Stachel mehr ?**

*N'avez vous plus aucuns aiguillons ?*

**Mann der Arbeit, aufgewacht !**

*Homme du travail, réveille-toi !*

**Und erkenne deine Macht !**

*Et reconnais ton pouvoir !*

**Alle Räder stehen still,**

*Toutes les roues sont à l'arrêt,*

**Wenn dein starker Arm es will.**

*Si ton bras puissant le décide.*

**Deiner Dränger Schar erblaßt,**

*Tes exploités blémissent de stupéfaction,*

**Wenn du, müde deiner Last,**

*Si fatigué de tout ce poids,*

**In die Ecke lehnst den Pflug,**

*Dans un coin tu laisses ta charrue,*

**Wenn du rufst : Es ist genug !**

*Si tu cries : ça suffit !*

**Brecht das Doppeljoch entzwei !**

*Brisez le double joug !*

**Brecht die Not der Sklaverei !**

*Brisez la misère de l'esclavage !*

**Brecht die Sklaverei der Not !**

*Brisez l'esclavage de la misère !*

**Brot ist Freiheit, Freiheit Brot !**

*Le pain c'est la liberté et la liberté c'est le pain !*

## **Page 22 : Grippe de 1918**

La grippe de 1918, surnommée « grippe espagnole », est due à une souche (H1N1) particulièrement virulente et contagieuse de grippe qui s'est répandue en pandémie de 1918 à 1919. Cette pandémie a fait 30 millions de morts selon l'Institut Pasteur, et jusqu'à 100 millions selon certaines réévaluations récentes. Elle serait la pandémie la plus mortelle de l'histoire dans un laps de temps aussi court, devant les 34 millions de morts (estimation) de la peste noire.

Son surnom « la grippe espagnole » vient du fait que le roi Alphonse XIII d'Espagne en fut gravement malade (en juin 1918, 70 % de la population madrilène fut contaminée en l'espace de trois jours), ce qui a contribué à rendre publique cette épidémie. De plus, seule l'Espagne — non impliquée dans la Première Guerre mondiale — a pu, en 1918, publier librement les informations relatives à cette épidémie. Les journaux français parlaient donc de la « grippe espagnole » qui faisait des ravages « en Espagne » sans mentionner les cas français qui étaient tenus secrets pour ne pas faire savoir à l'ennemi que l'armée était affaiblie.

## **Page 23 : Le 124ème régiment de réserve de l'armée territoriale**

Pendant la Grande Guerre, le régiment d'infanterie territorial, ou RIT, était une formation militaire composée des hommes âgés de 34 à 49 ans, considérés comme trop âgés et plus assez entraînés pour intégrer un régiment de première ligne d'active ou de réserve.

Les Territoriaux ou Pépères, initialement chargés de différents services de gardes, ont joué un grand rôle pendant la Première Guerre mondiale.

## Page 31 : Le Boston

Le **boston** est une danse apparue vers 1880 aux États-Unis. Elle se danse sur un tempo lent à trois temps comme la valse lente ou la valse hésitation. Les danseurs en couple fermé marchent en long pas glissés en ligne droite ou en tournant une valse au ralenti. Ils peuvent faire de nombreuses figures.

À Paris, à Londres et ailleurs, cette danse a eu énormément de succès dans les salons de danse entre 1895 et 1907.

Son succès avait plusieurs origines : c'était une danse reposante (après la polka ou la valse), élégante, facile à apprendre (plus facile que la valse, notamment).

« On avait poussé les tables contre les banquettes de panne grise, et quelques couples **bostonnaient** sur le tapis pourpre, qu'adoucissaient encore les rideaux de guipure. » Roger Martin du Gard dans *La belle saison*, 3<sup>e</sup> volume des Thibault.



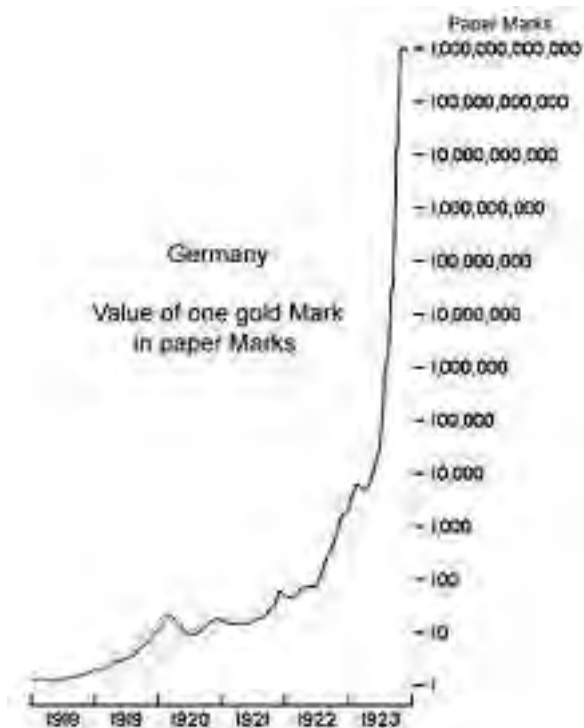
### **Page 33 : le Batik**

Le batik (mot javanais) est une technique d'impression des étoffes pratiquée dans des pays tels que le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Togo, la Chine, la Malaisie, l'Indonésie, l'Inde, Maurice, Madagascar, le Sri Lanka etc.

« Le Batik indonésien » a été inscrit en 2009 par l'UNESCO sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité.

Le mot, d'origine javanaise, a la même racine que le mot *titik*, qui signifie « point ».

## Page 34 : Hyperinflation de la République de Weimar



Hyperinflation de la République de Weimar: variation de la valeur d'un mark-or de un à mille milliards de mark-papier; sur une échelle logarithmique.

L'hyperinflation de la République de Weimar dans les années 1923 et 1924 est une des conséquences de la défaite de l'Allemagne en 1918. D'un côté, les exigences de réparations des dommages de guerre ont fait peser un poids très lourd sur l'économie allemande, au point que certains commentateurs ont parlé de « dépeçage de l'économie allemande par les Alliés ». D'autre part les gouvernements et les forces économiques allemandes ont développé des méthodes de financement et des spéculations qui ont aggravé la situation. En 1924, l'argent perdait son pouvoir d'achat d'heure en heure. Il fallait le dépenser immédiatement avant que sa valeur ne soit dépréciée. Le docteur Hjalmar Schacht sera appelé pour redresser la situation,

ce qu'il fera d'abord par des réformes internes avant de s'attaquer au problème des réparations, qui ne sera soldé qu'à la conférence de Lausanne près de 10 ans plus tard.

« L'Allemagne paiera... »

Signé le 28 juin 1919, les alliés, via le traité de Versailles, obligent l'Allemagne à payer des réparations afin qu'elle contribue à la reconstruction des pays qu'elle avait envahis. Georges Clemenceau se présenta clairement dans une logique revancharde selon laquelle « le Boche doit payer ». Les pays vainqueurs évaluent ainsi la dette allemande à 132 milliards de marks-or de 1914, dont 52 % versés au seul profit de la France, alors que la richesse du pays n'atteint que 3 milliards de marks.

L'économiste John Maynard Keynes, membre de la commission britannique, préconise dans un rapport de ramener le montant global des réparations à 20 milliards de marks-or. Sa proposition ayant été rejetée, il critique cette position dans un ouvrage, *Les Conséquences économiques de la paix*, dans lequel il prévoit que « si nous cherchons délibérément à appauvrir [l'Allemagne], j'ose prédire que la vengeance sera terrible. ».

Au niveau de sa politique économique, la France s'appuya dans un premier temps sur l'assurance que « l'Allemagne paiera » les dommages de guerre, le gouvernement, via « la bataille du franc » ne jugea par exemple pas nécessaire d'augmenter les impôts pour rembourser la dette nationale mais eu recours à de nombreux emprunts. La dette publique française atteignit ainsi 279 milliards de francs en 1924 (contre 25 milliards en 1914). L'État décida d'avoir recours à la planche à billet pour permettre la croissance économique du pays et ainsi reconstruire plus aisément la France. Dès lors, en 1926, les prix sont 8,5 fois plus élevés qu'en 1914. Cependant, comparée à l'Allemagne, l'inflation resta maîtrisée.

L'inflation allemande, un phénomène de longue date

Selon l'historien Alfred Wahl, l'inflation était significative en Allemagne dès le déclenchement de la Première Guerre mondiale ; elle a pris un tournant décisif en 1916. Toutefois, jusqu'à la fin 1922, l'économie allemande reste forte (plein emploi, croissance, hausse des salaires), une situation qui contraste avec celle des pays voisins, où sévit une crise économique sérieuse en 1920-1921. L'Allemagne parvient tant bien que mal à redresser ses finances ; cependant les entreprises et les ménages détiennent une quantité de monnaie supérieure au total de la production du marché. Ce déséquilibre entre l'offre et la demande s'aggrave encore quand les acteurs économiques apprennent le montant de la dette et cherchent à dépenser le plus vite possible leur monnaie.

### *Le Ruhrkampf*

Composé le 22 novembre 1922, le cabinet du nouveau chancelier du Reich Wilhelm Cuno réclame un report des échéances du remboursement des réparations pour deux ans en échange d'une tentative de stabilisation monétaire<sup>3</sup>. Cette demande est cependant refusée par les chefs de gouvernements alliés à la fin décembre à Paris. Le calcul de Cuno était de risquer l'affrontement avec la France en espérant que l'opinion publique internationale la ferait plier. Mais la réaction de Paris prend le gouvernement allemand au dépourvu.

Le 11 janvier 1923, à l'instigation du président du Conseil français Raymond Poincaré, les armées française et belge envahissent le bassin industriel de la Ruhr. Le prétexte de l'intervention repose sur le fait que l'Allemagne n'avait versé que 75 000 mètres de poteaux télégraphiques sur les 200 000 mètres qu'elle devait et des livraisons insuffisantes en charbon. Selon Ian Kershaw, le manque se montait à 24 millions de marks-or, une bagatelle en comparaison des 1 484 millions des paiements effectués<sup>5</sup>. Le 13 janvier, Cuno réplique en appelant à la « résistance passive<sup>6</sup> et le 19, il demande aux fonctionnaires de refuser d'obéir aux ordres des occupants »...

Les Français tentent de pousser la population au séparatisme : « Les troupes d'occupation agissent de manière autoritaire et avec une franche brutalité. ». La répression est féroce : instauration de l'état de siège, interdiction d'envoyer du charbon vers l'Allemagne non occupée, établissement d'une frontière douanière à l'intérieur même du territoire allemand, expulsion de dizaines de milliers de fonctionnaires et de cheminots, etc. La situation dégénère rapidement et la résistance s'organise sous l'aile bienveillante de la Reichswehr. Les mouvements de droite se réveillent. Même le Parti communiste d'Allemagne (KPD) se prononce pour la résistance.

Le 31 mars 1923, treize ouvriers sont tués à Essen par les occupants. En mai, Albert Leo Schlageter est condamné à mort à Düsseldorf pour avoir fait sauter un train.

### L'hyperinflation

L'hyperinflation allemande résulte d'un ensemble de facteurs consécutifs à la guerre : besoins de reconstruction, nécessité d'importations non couvertes par les exportations, renchérissement des importations suite à la perte de valeur du mark et indexation des salaires sur les prix.

### La reconstruction

#### Le déficit commercial

Après la guerre, le pays est à reconstruire. 450 000 tonnes de bombes avaient été larguées par la Royal Air Force sur les villes industrielles, particulièrement sur le système de transport et les sites de production de pétrole de synthèse. L'appareil productif est en partie détruit et on estime que la productivité est, dans de nombreuses industries, réduite des deux tiers par rapport à 1913. La production agricole a diminué d'un tiers et le bétail a été décimé. Aux importations qui seront nécessaires pour la remise en état du pays, il faut ajouter un déficit structurel, au moins au départ, dû au déficit alimentaire et au manque à exporter entraîné par la cession de territoires plutôt exportateurs.

L'Alsace-Lorraine et les mines de charbon sarroises sont cédées à la France, la province du Nord-Schleswig au Danemark et de larges territoires à l'Est, en Prusse et en Silésie à la Pologne. Ces territoires représentaient presque un tiers de la production de charbon, plus des trois quarts des minerais de fer, 40 % des hauts fourneaux et 10 % des aciéries.

#### Le financement par l'étranger

Les Alliés ne prêtaient pas à l'Allemagne. L'Allemagne dut recourir au marché monétaire international. Elle n'eut aucun mal à le faire. Selon Laursen et Karsten les spéculateurs avaient confiance dans le redressement de l'Allemagne. Ils prévoyaient un retour du mark à sa valeur-or de 1913. Mais par prudence les capitaux étaient prêtés à court terme. C'est ici que se trouve la source de l'inflation. Les capitaux se retiraient lorsque la situation économique ou politique se détériorait. Ce retrait faisait chuter la valeur du mark. Ils revenaient lorsque la situation s'améliorait et la valeur du mark remontait. Au total et malgré les périodes de stabilisation le cours du dollar en marks augmentait tendanciellement, ce qui augmentait le coût des importations. Les ventes à découvert des spéculateurs accentuaient les chutes du mark. Ce qui est confirmé par Castellan.

#### Le déclenchement inflationniste

Entre 1920 et 1922, les mauvaises nouvelles succédaient aux périodes de stabilisation. À chaque mauvaise nouvelle, le mark perdait de sa valeur. La chute se précipite à partir de la mi-1922. En juin 1922 la conférence pour la fourniture d'un prêt par les Alliés échoue. Les prêteurs étrangers perdent totalement confiance. Un dollar valait 420 marks en juillet 1922 et 49 000 en janvier 1923. Pendant l'année 1923, le cours du dollar par rapport au *Papiermark* augmente ainsi de  $5,79 \times 10^{10}$ . Le prix au détail passe de l'indice 1 en 1913 à 750 000 000 000 en novembre 1923. Les prix des repas servis au restaurant varient selon l'heure de la commande et l'heure à laquelle l'addition est présentée, si bien que les restaurateurs doivent offrir des plats en plus à leurs clients, ou leur faire payer l'addition en début de repas. À l'été 1923 les paysans refusent en ville d'accepter le mark en échange de leurs produits agricoles. Les salariés se font payer deux fois par jour.

#### La vitesse de circulation de la monnaie

La confiance dans la monnaie avait totalement disparu. L'argent brûlait les doigts, donc la monnaie circulait plus vite. Faire circuler plus vite la monnaie a le même effet sur l'économie qu'augmenter sa quantité. Gabriel Galand et Alain Grandjean établissent que c'est la vitesse de circulation de la monnaie et non pas l'émission excessive de monnaie qui a provoqué l'inflation. Ils s'appuient sur les études de Wagemann et sur les travaux de Hugues. En 1920 et 1921, la création monétaire ne sert qu'à fournir les liquidités indispensables aux échanges compte tenu de l'augmentation des prix. Après 1921, c'est-à-dire lorsque l'inflation a commencé à s'amplifier, et surtout au premier semestre 1922 lorsqu'elle s'est accélérée, la quantité de monnaie disponible s'est réduite, preuve que la planche à billets ne fonctionnait pas. La masse monétaire ne représentait alors que 5 jours de dépenses, ce qui est très faible. En novembre 1923, la quantité de marks en circulation est 245 milliards de fois plus élevée qu'en 1914 mais le coût de la vie a augmenté par un facteur 1380 milliards.

#### L'indexation des salaires

L'écroulement de l'Empire avait ouvert une période prérévolutionnaire à l'instar de la Russie. La République de Weimar était fragile. Elle résultait d'un compromis entre les socialistes et les communistes. L'accord imposait une indexation des salaires sur les prix. Les salaires n'ont pas été à l'origine de l'hyperinflation. Ils suivaient les prix avec retard. Mais leur indexation sur les prix a eu un effet "boule de neige" qui a débouché sur l'hyperinflation. L'hyperinflation est apparue lorsque la confiance dans la monnaie a disparu, d'abord chez les prêteurs étrangers, ensuite chez les Allemands eux-mêmes et qu'il y a eu fuite devant la monnaie.

## Un témoignage d'époque

Lors d'une randonnée à vélo dans la Forêt-Noire à la mi-septembre 1923, Albert Speer, alors étudiant de première année d'architecture à la *Technische Hochschule* de Karlsruhe, inscrit dans son journal intime :

« Très bon marché ici ! La chambre d'hôtel 400 000 Marks, le dîner [*Abendessen*] 1 800 000 Marks. Un demi-litre de lait 250 000 Marks. Six semaines plus tard, peu avant la fin de l'inflation, un déjeuner dans une auberge coûtait entre 10 et 20 milliards de Marks et un repas à la *mensa* plus d'un milliard, ce qui correspondait à 7 pfennigs-or. Pour une pièce de théâtre, je devais payer 300 à 400 millions. »

— Albert Speer, *Au cœur du Troisième Reich*, 1969

Speer ajoute que, quelques mois plus tard, la catastrophe financière n'épargne pas sa famille, qui doit liquider la maison de commerce et la fabrique de son grand-père à un *Konzern* pour une fraction de leur valeur.

## Stabilisation

« Trois mesures furent décisives pour la stabilisation du mark au cours de l'inflation de 1923. Ce furent la suppression des billets privés, le rétrécissement du volume des moyens officiels de paiements et la congélation du crédit ».

Le docteur Schacht lui-même insiste sur les causes proprement allemandes de l'hyper-inflation. Il met fin aux émissions privées de monnaie notamment par les grands groupes industriels comme Thyssen et certaines administrations locales. Il bloque la spéculation sur les devises en ne fournissant pas de marks officiels aux spéculateurs mais en leur donnant des Rentenmarks qui n'avaient pas cours légal. « Les milieux étrangers qui avaient vendu des dollars réclamaient naturellement de la monnaie légale que les acheteurs allemands ne pouvaient plus livrer. » Ils durent revendre leur devise et le déchaînement spéculatif s'arrêta net, tout en permettant à la banque centrale de reconstituer ses réserves en dollars. La troisième méthode employée par le Dr Schacht sera « non conventionnelle » : il stoppe la politique de réescompte de la banque centrale au lieu de monter les taux d'intérêt. « Quelle importance cela pouvait-il bien avoir de payer 10 à 15% d'escompte quand l'inflation abaissait la valeur de l'argent en quelques semaines voire en quelques jours de 50%, 100% ou plus ? » Ne pouvant plus se financer par l'escompte, les entreprises durent vendre les devises accumulées, permettant au Mark de se stabiliser. Le paiement des réparations se fit désormais par emprunt à l'étranger. « Pendant les six années allant de 1924 à 1930, l'Allemagne a emprunté à l'étranger autant d'argent que les États-Unis pendant les quarante ans qui précédèrent la première guerre mondiale. » Il souligne la responsabilité du plan Young dans une accumulation excessive de dettes étrangères à court terme. Le krach bancaire de l'été 1931 suivra. Cela conduira à la conférence de Lausanne qui annulera les dommages de guerre dus par l'Allemagne... mais facilitera l'arrivée de Hitler au pouvoir, les mesures prises pour faire face au krach bancaire ayant fait passer le nombre des chômeurs à plus de 6 000 000.

## Conséquences

### Conséquences économiques

Les conséquences économiques de la crise sont contrastées. Si certaines couches de la population se retrouvent ruinées, d'autres s'en tirent sans trop de dommages. La prolétarisation des couches moyennes dont on parle parfois n'aurait pas eu lieu.

« Il est peu aisé de connaître les conséquences de l'hyperinflation sur les différentes couches sociales. L'idée d'une détérioration généralisée des couches moyennes n'est plus partagée. Ces couches étaient trop diverses ; elles ont traversé la période dans des conditions plus variables. Ont perdu : les épargnants, les prêteurs, les détenteurs d'emprunts publics. Par contre, les petits entrepreneurs, les commerçants et les agriculteurs seraient sortis relativement indemnes de l'inflation. »

— Alfred Wahl, *L'Allemagne de 1918 à 1945* p. 33.

### Conséquences politiques

Politiquement, l'hyperinflation et les conditions dans lesquelles elle est apparue ont eu un impact considérable sur la suite des événements en Allemagne.

### Le sursaut nationaliste

L'occupation de la Ruhr a d'abord pour effet de donner un nouvel élan au nationalisme et au revanchisme allemands.

### L'accroissement de l'instabilité gouvernementale

Outre les difficultés sur le plan international, le cabinet doit aussi faire face à une opposition interne. Lâché par le SPD, Cuno démissionne le 13 août 1923, remplacé le jour même par Gustav Stresemann, qui forme un gouvernement de « Grande coalition » alors que menace la guerre civile. Sa première décision est de mettre fin à la « résistance passive » mise en place par son prédécesseur.

### Le renforcement des communistes

Le Parti communiste d'Allemagne, qui avait été très affaibli en 1921 par l'échec de son « action de mars », gonfle ses effectifs à la faveur de la crise économique ; il recrute massivement parmi les ouvriers et les chômeurs, et ambitionne de disputer aux nationalistes l'électorat de la petite-bourgeoisie paupérisée. Le succès de la grève d'août qui entraîne la démission de Cuno convainc les dirigeants de l'Internationale communiste que la révolution est possible en Allemagne. Un projet d'insurrection, censée être l'« octobre allemand », est mis au point par le Komintern et le KPD : le soulèvement devra être lancé par une grève générale, à la faveur de l'entrée des communistes dans les gouvernements de gauche de Saxe et de Thuringe. Mais au dernier moment, la gauche du SPD refuse de se joindre à l'action des communistes, et la direction du KPD annule l'insurrection, qui n'est déclenchée qu'à Hambourg, où les communistes allemands n'avaient pas été prévenus à temps. Le KPD demeure durant les années suivantes un parti de masse. Ernst Thälmann, responsable de la section de Hambourg, prend par la suite la tête du parti, qu'il contribue à staliniser.

### Hitler acquiert une nouvelle dimension

« Il faut le rappeler sans cesse, rien n'a aigri, rien n'a rempli de haine le peuple allemand, rien ne l'a rendu mûr pour le régime d'Hitler comme l'inflation »

— *Le Monde d'hier. Souvenirs d'un Européen*. Stefan Zweig

Selon Ian Kershaw, l'hyperinflation de 1923 est un moment-clé dans la carrière du *Führer* : « La crise, sans laquelle Hitler n'aurait jamais été Hitler, s'aggravait de jour en jour. Dans son sillage, le mouvement nazi s'étoffait à vue d'œil. Quelque trente-cinq mille personnes le rejoignirent entre février et novembre, ce qui porta ses effectifs autour de cinquante-cinq mille militants à la veille du putsch. Les recrues affluèrent de toutes les couches de la société ».

Mais hormis l'accroissement démographique significatif du NSDAP, Hitler acquiert également une autre dimension en raison de la posture paradoxale - un véritable coup de poker qui se révélera payante - qu'il adopte dès le début de la crise. Alors que toute la nation allemande paraît soudée dans un même élan spontané de protestation et cherche à retrouver la *Burgfrieden* (trêve civile) qui avait régné en 1914, Adolf Hitler stupéfie jusqu'à ses plus proches lieutenants en refusant de s'associer au mouvement général. Selon Kershaw, Hitler comprend que l'unité nationale qui se fait jour au début de la crise est un danger et non une chance pour les nazis « La protestation populaire menaçait de leur couper l'herbe sous les pieds. Ses virulentes thèses antigouvernementales devraient être mises sous le boisseau s'il intégrait le mouvement. Au lieu de cela, il accentue encore ses critiques envers le gouvernement et la république, et refuse de s'associer au mouvement, préférant faire cavalier seul. Il va

jusqu'à ordonner l'expulsion des membres du NSDAP qui seraient impliqués dans le mouvement de résistance passive

## Page 39 : Asta Nielsen

Asta Nielsen (née le 11 septembre 1881 à Copenhague et morte le 24 mai 1972 (à 90 ans) à Frederiksberg) est une actrice danoise du cinéma muet.4.2

Elle fait toute sa carrière en Allemagne. Première grande vedette du cinéma européen et sex-symbol des années 1910 et 1920, elle est alors plus célèbre que Greta Garbo, avec qui elle partage l'affiche en 1924 de *La Rue sans joie* (*Die freudlose Gasse*) de Georg Wilhelm Pabst. Parmi ses rôles les plus marquants : un Hamlet travesti dans un film de Svend Gade et Heinz Schall (1920).



Sa carrière ne survit pas à la fin du muet : elle tourne un seul film parlant en 1932. Elle se voit proposer par Goebbels de monter et diriger son propre studio puis rencontre Hitler qui tente de la convaincre de refaire du cinéma en évoquant le rôle politique que pourrait avoir son charisme à l'écran. Elle décline l'offre et retourne au Danemark. Elle écrit des articles sur l'art et rédige son autobiographie. Pendant la guerre elle aide financièrement un réseau d'aide aux Juifs internés dans le camp de concentration de Theresienstadt.

Elle est enterrée au cimetière Vestre à Copenhague.



## Page 44 : Honoré Daumier

**Honoré Daumier**, né à Marseille le 26 février 1808 et mort à Valmondois le 10 février 1879 (à 70 ans), est un graveur, caricaturiste, peintre et sculpteur français, dont les œuvres commentaient la vie sociale et politique en France au XIX<sup>e</sup> siècle. Dessinateur prolifique, auteur de plus de quatre mille lithographies, il est surtout connu pour ses caricatures d'hommes politiques et ses satires du comportement de ses compatriotes. Il a changé la perception que nous avons sur l'art de la caricature politique.

La valeur de son œuvre peint, quant à lui, a aussi été reconnue, bien qu'à titre posthume seulement : Daumier est considéré de nos jours comme l'un des plus grands peintres français du XIX<sup>e</sup> siècle.

**Page 50 : Wer wird denn weinen, wenn man auseinander geht**

**Wer wird denn weinen, wenn man auseinander geht**

*Qui pleurera donc lors de la séparation,*

**Wenn an der nächsten Ecke schon ein Anderer steht**

*Alors qu'un autre se tient déjà au tournant suivant.*

**Man sagt Auf Wiedersehen und denkt beim Glase Wein**

*On dit au revoir et on songe avec un verre de vin*

**Na schließlich wird der Andere auch ganz reizend sein.**

*Et bien, finalement, l'autre sera aussi tout à fait séduisant (charmant ?)*

**Wer wird denn weinen, wenn man auseinander geht**

*Qui pleurera donc lors de la séparation,*

**Wenn an der nächsten Ecke schon ein Anderer steht**

*Alors qu'un autre se tient déjà au tournant suivant.*

**Man sagt Auf Wiedersehen und denkt sich heimlich bloß**

*On dit au revoir et on pense à part soi*

**Na endlich bin ich wieder ein Verhältnis los.**

*Et bien, finalement, me voici à nouveau débarrassé d'une liaison (relation ? [bis])*

## Page 53 : Groschen



Le Groschen est une ancienne unité monétaire divisionnaire de l'Autriche de 1925 à 2002, date à laquelle le schilling, qui valait 100 groschen, a définitivement été remplacé par l'euro.

## Page 58 : Révolution allemande de 1918-1919



Révolution de novembre 1918 à Berlin : un groupe de soldats brandissant le drapeau rouge, le 9 novembre à la Porte de Brandebourg.

La Révolution allemande est une période de l'histoire allemande comprise entre octobre 1918 et les années qui ont suivi : les institutions du pays se stabilisent dans le courant de 1919, mais des tentatives révolutionnaires continuent d'avoir lieu jusqu'en 1923. La révolution débute en octobre 1918 par des mutineries, la formation de conseils de soldats puis de conseils ouvriers. Elle conduit au remplacement de l'Empire allemand par la République - épisode appelé la *Révolution de Novembre* (*Novemberrevolution*) - à l'armistice de 1918, et à la tentative, par une partie du mouvement socialiste allemand - notamment les spartakistes - d'une « révolution prolétarienne » dans la foulée de la révolution russe.

Cette possibilité de voir le processus révolutionnaire s'étendre ainsi à la société allemande (et au reste de l'Europe) se joue sur fond de profondes divisions au sein de la gauche allemande : des internationalistes, solidaires de la révolution bolchévique et voulant une prise de pouvoir ouvrière généralisée, s'opposent à des « sociaux-nationalistes », désireux de s'appuyer sur l'État capitaliste en vue de réformes graduelles et ayant soutenu l'Empire en guerre.

Cette période confuse s'est soldée par l'écrasement violent des soulèvements et tentatives communistes comme la révolte de Berlin et la République des conseils de Bavière, et par l'adoption de la Constitution de Weimar le 11 août 1919, première constitution démocratique appliquée dans l'histoire allemande. L'Allemagne de Weimar demeure ensuite marquée par l'instabilité sociale et politique : elle connaît de nombreux soulèvements, en mars 1920 au moment du putsch de Kapp et du soulèvement de la Ruhr, en mars 1921 avec l'Action de mars, ainsi que lors de la tentative d'octobre 1923 et du putsch de la Brasserie.

### Contexte

À la veille de la Première Guerre mondiale, l'Empire allemand est un pays encore mal unifié, dominé par la Prusse qui lui a légué ses traditions aristocratiques et militaires. La démocratisation du pays est de surcroît très incomplète. Si le Reichstag est élu au suffrage universel, les votes au parlement prussien (divisé entre Chambre des représentants et Chambre des seigneurs) se font encore par classes. L'Empereur ne tient en outre compte des votes du Reichstag que lorsqu'ils sont conformes à ses propres objectifs. Face à l'immobilisme politique, l'opposition se renforce et, aux élections de 1912, remporte la majorité face au bloc gouvernemental. Le Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD) devient le premier parti du Reichstag ; le mouvement syndical progresse également et l'Allemagne compte, en 1914, quatre millions de syndiqués - dont deux millions et demi pour les syndicats liés au SPD - contre un million en France. Mais si la social-démocratie allemande gagne en influence au début du xx<sup>e</sup> siècle, elle ne cesse parallèlement de s'affaiblir sur le plan doctrinal et, sous la double influence d'Eduard Bernstein et de Carl Legien, abandonne progressivement ses ambitions révolutionnaires au profit du réformisme.

Au moment du déclenchement du conflit, le SPD, présidé par Hugo Haase et Friedrich Ebert, soutient l'effort de guerre du gouvernement impérial et vote les crédits de guerre, malgré la présence en son sein d'une opposition. Mais dès l'automne, la gauche du parti, qui n'avait accepté ce vote qu'à contrecœur, s'organise. Autour de Karl Liebknecht, plusieurs dirigeants sociaux-démocrates

comme Rosa Luxemburg, Clara Zetkin et Franz Mehring, entament la lutte contre la politique d'union sacrée suivie par Ebert. Un courant plus modéré, dont fait partie Hugo Haase, s'organise également. En janvier 1917, le SPD exclut en bloc tous ses contestataires, qui forment alors le Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne (USPD). La ligne suivie par Ebert demeure cependant majoritaire au sein du mouvement social-démocrate.

Si la gauche est divisée par le conflit, les soutiens traditionnels de la politique impériale le sont également : en 1917, le gouvernement est confronté à la défection d'une partie des élus des partis « bourgeois » du parlement, notamment des Progressistes, des Nationaux-libéraux et de l'aile gauche du Zentrum qui, en 1917, s'opposent désormais à une guerre interminable.

#### Grèves de janvier 1918

En 1918, la situation de l'Empire allemand est critiquée sur les plans militaire et économique. Soumise à un blocus par les pays de la Triple-Entente, l'Allemagne connaît une grave inflation, qui entraîne des situations de misère et de pénurie. L'entrée en guerre des États-Unis aggrave singulièrement le contexte militaire et le mécontentement est général au sein des troupes de l'Armée impériale allemande. Le 28 janvier commence une grève générale des ouvriers allemands pour « la conclusion rapide d'une paix sans annexion », pour la levée de l'état de siège (en place depuis le début de la guerre), pour la libération des prisonniers politiques, et pour la démocratisation des institutions. Commencée dans l'agglomération de Berlin où 180 000 travailleurs arrêtent le travail à l'instigation de certains syndicalistes révolutionnaires comme Richard Müller, et sans la participation des centrales syndicales, la grève s'étend en l'espace de quelques jours à de nombreuses villes allemandes comme Kiel, Hambourg, Cologne et Bochum. Friedrich Ebert, Philipp Scheidemann et Otto Braun, membres du SPD, se font élire au comité de grève pour mettre fin le plus rapidement possible au soulèvement, et obtiennent gain de cause le 4 février. L'Empire allemand évite ainsi une situation catastrophique, le mouvement de grève dans l'industrie métallurgique ayant représenté une grave menace pour son potentiel militaire. Les autorités impériales réagissent en arrêtant en grand nombre les grévistes actifs, ou en les incorporant dans l'armée ; le mécontentement ne se limite cependant pas à la classe ouvrière et aux soldats, et gagne largement les classes moyennes. Constatant le discrédit des pouvoirs établis, Friedrich Ebert préconise auprès de ses camarades du SPD de s'entendre avec les partis bourgeois et d'imposer les revendications social-démocrates par la voie réformiste, pour éviter en Allemagne une situation révolutionnaire comparable à celle de la Russie. Pour Ebert, la seule issue pour éviter une révolution qui déraperait vers la guerre civile est la constitution d'un gouvernement de coalition fondé sur un « compromis de classe » et permettant des réformes pacifiques.

#### Révolution de Novembre et chute du régime impérial

Les autorités impériales, quant à elles, envisagent un train de réformes qui permettrait, selon l'expression du secrétaire d'état aux affaires étrangères Paul von Hintze, d'appliquer une « révolution d'en haut » afin de prévenir une « révolution d'en bas ». À la fin septembre, le commandement de l'armée, qui considère la capitulation comme inévitable, convainc l'empereur Guillaume II de changer de chancelier et d'adopter un régime parlementaire, les sociaux-démocrates devant être invités à participer au gouvernement pour faire accepter la défaite au peuple et être obligés d'endosser la responsabilité de la reddition. Le 3 octobre, pour remplacer le chancelier Georg von Hertling démissionnaire, Guillaume II nomme à la tête du gouvernement son cousin le prince Max de Bade, dont il espère qu'il pourra obtenir de la part des Alliés des conditions d'armistice acceptables. Le cabinet compte des représentants de divers partis, dont les sociaux-démocrates qui accèdent pour la première fois à des responsabilités ministérielles. À l'extrême-droite, la Ligue pangermaniste proteste vivement contre la démocratie et l'influence supposée des Juifs. Le 4 octobre, après sa prise de fonctions, le nouveau chancelier fait transmettre une demande d'armistice à Woodrow Wilson : les États-Unis répondent en refusant de traiter avec Guillaume II, dont ils réclament l'abdication en préalable à toute négociation.

Le 28 octobre, la constitution impériale est modifiée : cet événement, qui marque le passage officiel à un régime parlementaire, prend le nom de Réforme d'Octobre. Le chancelier dépend désormais de la confiance du Reichstag et exerce des responsabilités accrues, tandis que le pouvoir de l'empereur est constitutionnellement limité. L'accord du Reichstag devient en outre nécessaire pour déclarer la guerre ou conclure la paix. Dans le même temps, le pouvoir militaire s'efface : Ludendorff, général en chef des armées, démissionne sous un prétexte mineur. Avec l'accord du maréchal Hindenburg, le nouveau quartier-maître général Wilhelm Groener déclare que l'armée se tiendra à l'écart de toute négociation d'armistice.

D'emblée, le nouveau régime se trouve confronté à une situation de type insurrectionnel : le 29 octobre, les marins des navires de guerre de la base de Kiel refusent d'appareiller pour mener une opération que leur hiérarchie entendait mener « pour l'honneur » : s'ensuivent les mutineries de Kiel, qui marquent l'un des points de départ du processus révolutionnaire en Allemagne. Le secrétaire d'état Conrad Haußmann et le rapporteur des affaires maritimes du SPD, Gustav Noske, sont envoyés parlementer avec les matelots. Bien que Noske, accueilli avec enthousiasme et porté à la présidence du conseil d'ouvriers et de marins, parvienne à calmer les marins en leur promettant une amnistie, le mouvement s'étend et, outre Kiel, contrôle le 6 novembre Lübeck, Brunsbüttel, Hambourg, Brême et Cuxhaven. En gagnant en importance, le mouvement prend un caractère plus politique : à Stuttgart, le 4 novembre, un conseil ouvrier, constitué après une grève générale, se déclare prêt à signer la paix au nom du Wurtemberg et réclame l'abdication de Guillaume II. A Munich, le 7 novembre, Kurt Eisner, membre de l'USPD, prend la parole lors d'un défilé du SPD et appelle la foule à prendre le contrôle de la ville : les points stratégiques de Munich sont rapidement pris sans rencontrer de résistance de la part de la troupe. Le lendemain, le conseil d'ouvriers, de paysans et de soldats constitué lors de l'insurrection porte à sa présidence Kurt Eisner, qui proclame la « République socialiste de Bavière » ; le roi de Bavière Louis III et la famille Wittelsbach prennent la fuite. Le même jour, Dresde et Leipzig se soulèvent, chassant le roi de Saxe-Frédéric-Auguste III. À mesure que la révolte s'étend, elle prend de plus en plus nettement pour cible les familles régnantes et le régime monarchiste ; les insurrections sont prises en main par les dirigeants locaux du SPD, quelquefois de l'USPD et des spartakistes. Depuis le quartier général de Spa en Belgique où il se trouve, Guillaume II refuse dans un premier temps de reconnaître la situation : durant dix jours, il croit possible de mettre un terme au mouvement révolutionnaire en faisant marcher l'armée contre les insurgés.

Le 9 novembre, le mouvement gagne Berlin : depuis 1917, les éléments révolutionnaires du monde ouvrier de la capitale sont regroupés au sein d'un « comité d'action » qui compte des délégués d'usine, des USPD et des spartakistes. Quand, le 9 novembre, le gouverneur militaire de Berlin, le général von Linsingen, fait arrêter un membre du comité d'action ayant sur lui les plans d'une insurrection, le soulèvement éclate : des colonnes d'ouvriers marchent sur le centre de la capitale et occupent des bâtiments publics ; les soldats présents dans la ville sont en nombre très insuffisant, et fraternisent par ailleurs avec les insurgés<sup>9</sup>. Le député Otto Wels (SPD) appelle les ouvriers à « la lutte décisive » ; Philipp Scheidemann démissionne du gouvernement et Friedrich Ebert est en mesure d'annoncer que des négociations se sont ouvertes avec les ouvriers et l'USPD. Au quartier général de Spa, l'empereur reçoit Hindenburg et Groener : ce dernier fait comprendre à Guillaume II que le recours à l'armée pour préserver l'empire est impossible, les soldats n'aspirant plus qu'à l'armistice. L'empereur finit par s'incliner et accepte d'abdiquer. Vers 11 heures du matin, le chancelier Max de Bade reçoit un appel téléphonique l'informant de la nouvelle ; il en informe lui-même la population et tente de sauver la monarchie en proposant une régence durant laquelle Ebert dirigerait le gouvernement. Le chancelier reçoit vers midi une délégation du SPD conduite par Ebert ; ce dernier informe de Bade qu'il est trop tard pour instaurer une régence, mais accepte néanmoins la chancellerie. Ebert assure le chancelier sortant de son intention d'éviter une situation révolutionnaire : le chef du SPD aurait déclaré « Je ne veux pas de la révolution, je la hais à l'égal du péché ».

Vers deux heures de l'après-midi, Philipp Scheidemann, comprenant la nécessité de prendre la tête de la révolution pour ne pas être débordé par elle, prononce à la fenêtre du Reichstag une allocution au cours de laquelle il proclame la « République allemande » ; il prend ainsi de vitesse Karl Liebknecht qui, vers 16h, hisse le drapeau rouge au balcon du château royal de Berlin en proclamant la « République socialiste libre d'Allemagne ». Friedrich Ebert, qui souhaitait confier le choix du régime politique du pays à une assemblée constituante, est très irrité par l'initiative de son camarade du SPD, qu'il considère comme un « crime légal » : le discours de Scheidemann est cependant accueilli par un tonnerre d'applaudissements. Le lendemain, Guillaume II part pour l'exil aux Pays-Bas ; il ne signe l'acte d'abdication que le 28. Les six fils de l'empereur jurent quant à eux de ne lui succéder en aucun cas, ce qui met un terme définitif au règne de la dynastie des Hohenzollern.

### Divisions de la gauche allemande

Face à la situation révolutionnaire en Allemagne, le socialisme allemand est divisé en trois partis : le SPD, toujours officiellement marxiste mais tourné dorénavant vers le réformisme, domine le gouvernement et souhaite assurer une transition démocratique, en confiant au peuple le soin d'élire au suffrage universel une assemblée constituante ; l'USPD est divisé entre réformistes et révolutionnaires ; enfin, la Ligue Spartacus, dite en français « spartakiste » (*Spartakusbund*), qui constitue une tendance organisée et autonome au sein de l'USPD, appelle via son quotidien *Die Rote Fahne* (*Le Drapeau rouge*), créé le 9 novembre, à l'instauration d'une dictature du prolétariat dont l'instrument principal seraient les Conseils d'ouvriers et de soldats. Les spartakistes préconisent une paix immédiate, et l'extension de la révolution à toute l'Europe avec l'aide de la Russie bolchevique ; ils rejettent toute idée de constituante élue au suffrage universel. Le 10 novembre, les USPD acceptent de laisser entrer au gouvernement des représentants des partis bourgeois, qui se verraient confier des ministères techniques ; ils exigent par contre que le nouveau gouvernement, qui prend le nom de Conseil des commissaires du peuple (*Rat der Volksbeauftragten*, également traduit par *Conseil des députés du peuple*, ou *Conseil des délégués du peuple*), soit désigné par les Conseils d'ouvriers et de soldats. Le même jour se tient au cirque Busch une assemblée réunissant environ 3000 délégués des conseils, qui accordent leur confiance au nouveau gouvernement composé de représentants du SPD et de l'USPD. La réunion est marquée par des surenchères de certains révolutionnaires, et des menaces de voies de faits prononcées à l'égard d'Ebert par des spartakistes, mais la ligne du SPD demeure majoritaire, Otto Wels ayant pu rallier les représentants des soldats.

Le SPD se trouve en position de prépondérance par la popularité de ses dirigeants et la puissance de son appareil ; les spartakistes sont par contre isolés par leur refus de rentrer au gouvernement, qui est constitué sur une base paritaire (trois SPD, trois USPD). Entretemps, un Comité exécutif révolutionnaire est nommé par les Conseils d'ouvriers et de soldats de Berlin pour coiffer les forces révolutionnaires. Si la situation comporte des risques de conflit, le gouvernement Ebert prend rapidement des mesures populaires, comme l'abolition de l'état de siège, la liberté d'association et de réunion, l'amnistie des délits politiques, le suffrage universel étendu à la Prusse et l'annonce de l'élection d'une constituante. Ebert dédaigne les offres de blé de Lénine et demande des vivres aux États-Unis, donnant l'assurance aux gouvernements vainqueurs qu'aucun bouleversement révolutionnaire n'aura lieu en Allemagne. Le chancelier SPD reçoit en outre une offre de Hindenburg, qui lui promet l'appui de l'armée contre le spartakisme ; Ebert demande dans le même temps aux conseils de soldats d'empêcher toute mutinerie. Le 11 novembre, le nouveau pouvoir signe l'armistice de 1918. Le 15 novembre, les dirigeants syndicaux liés à la social-démocratie concluent avec les patrons de la grande industrie une convention accordant aux ouvriers une série d'avancées (journée de huit heures, reconnaissance des syndicats comme représentants qualifiés des salariés, conventions collectives...) qui éloigne un peu plus le spectre d'une révolution du type bolchevik.

Le Congrès national des Conseils d'ouvriers et de soldats, seul pouvoir légitime aux yeux des spartakistes, doit s'ouvrir à la mi-décembre : Karl Liebknecht, Rosa Luxemburg et leurs camarades

comptent sur les représentants des Conseils pour que soit proclamé un régime révolutionnaire. La Russie soviétique envoie des représentants pour participer au Congrès, mais la délégation des bolcheviks est refoulée à la frontière ; Karl Radek réussit cependant à pénétrer clandestinement sur le territoire allemand. Le 16 décembre, le Congrès des Conseils se réunit : les révolutionnaires se trouvent finalement désavoués par ceux-là même à qui ils veulent donner le pouvoir : le Congrès décide en effet qu'il ne lui appartient pas de décider du sort de l'Allemagne, et que cette tâche devra être confiée à une assemblée constituante élue au suffrage universel. Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg échouent à se faire élire comme délégués au Congrès, n'obtenant pas même une voix consultative. Les souverains des États de l'ancien Empire allemand abdiquent les uns après les autres, Guillaume II lui-même s'étant réfugié aux Pays-Bas. Le 6 décembre, le Conseil des commissaires du peuple convoque un scrutin pour élire une assemblée constituante en janvier.

Durant le mois de décembre, les tensions entre les composantes de la gauche allemande s'accroissent. Ne pouvant compter sur l'armée travaillée par la propagande révolutionnaire, l'état-major commence à recruter parmi les unités en cours de démobilisation des Corps francs, composés d'officiers et de soldats jugés sûrs. Les escarmouches se multiplient à Berlin : une division de 3000 marins venue de Kiel, la *Volksmarinedivision* (« Division populaire de marine »), prétend se comporter en corps révolutionnaire, déclarant ne vouloir obéir qu'au Comité exécutif. Le 23 décembre, les marins se mutinent après avoir dû évacuer un château qu'ils occupaient. Ils prennent Otto Wels en otage dans les écuries royales, puis s'emparent du palais de la chancellerie ; de violents combats ont ensuite lieu entre marins mutinés et troupes régulières autour des écuries. Ils prennent le palais de la Chancellerie le 23. Le 24, l'armée contre-attaque et tire ; 68 personnes sont blessées ou tuées parmi les marins. La troupe de sécurité du préfet de police Emil Eichhorn se rallie aux insurgés et la troupe doit se retirer. Le gouvernement décrète finalement la dissolution de l'unité de marine. À la suite de cette affaire dite des *Weihnachtskämpfe* (« combats de Noël »), les membres USPD du Conseil des commissaires du peuple démissionnent pour protester contre l'attitude du gouvernement qui avait appelé le ministre prussien de la guerre à la rescousse, mettant la vie de Wels en danger : Ebert les remplace par les SPD Wissell et Noske<sup>20</sup>.

Le 30 décembre, la Ligue spartakiste, qui s'est séparée peu auparavant de l'USPD, se réunit avec d'autres groupes révolutionnaires moins importants. Ce congrès se termine le 1er janvier 1919 par la création du Parti communiste d'Allemagne (KPD). Karl Radek y assiste en tant que représentant de la République socialiste fédérative soviétique de Russie : la présence d'un émissaire des bolcheviks (par ailleurs ancien militant du SPD) lors du congrès fondateur du KPD contribue à inquiéter fortement le SPD et les conservateurs quant aux intentions des spartakistes. Radek débat à cette occasion avec sa vieille adversaire Rosa Luxemburg du rôle de la terreur, que cette dernière rejette. Karl Liebknecht, nettement plus enthousiaste que Rosa Luxemburg au sujet de la Révolution d'Octobre, s'étonne néanmoins auprès de Radek de la cruauté des actions de la Tchèque : l'envoyé de Lénine répond qu'il s'agit là de mesures indispensables pour préserver la révolution. Rosa Luxemburg demeure sceptique, et fait finalement adopter dans le programme du parti allemand un point s'opposant à toute pratique terroriste. Le KPD proclame son intention de faire de l'Allemagne une « République des conseils »<sup>20,19</sup> et annonce qu'il boycottera le processus électoral, contre les avis de Rosa Luxemburg et Paul Levi, qui prônaient une participation à l'élection de l'assemblée constituante.

### Écrasement de la révolte spartakiste

Le 4 janvier, le ministre-président Paul Hirsch (SPD) congédie le préfet de police de Berlin Emil Eichhorn, qui appartient à l'aile gauche de l'USPD et que l'attitude de ses troupes lors des combats de Noël faisait apparaître comme peu fiable. L'extrême-gauche dénonce aussitôt ce renvoi comme une provocation. Le soir même, le bureau directeur de l'USPD décide, de conserve avec les chefs de file révolutionnaires, d'organiser une manifestation ; le KPD se rallie à l'idée. Le 5 janvier, la foule se montre plus nombreuse et combative que prévu : des manifestants en armes occupent plusieurs rédactions de journaux dont celle du *Vorwärts*, organe du SPD, ainsi que divers bâtiments. La préfecture de police est



informée du soulèvement des régiments berlinois et de garnisons extérieures : l'information est fautive mais sa diffusion plonge Karl Liebknecht dans un état d'euphorie révolutionnaire ; il appelle à l'insurrection pour maintenir l'occupation des journaux, inciter les ouvriers berlinois à la grève et à faire tomber le gouvernement. Malgré les protestations de plusieurs membres du comité central du KPD et notamment Rosa Luxemburg qui juge l'action dangereuse, l'option de Liebknecht est approuvée. Rosa Luxemburg finit, via son journal *Die Rote Fahne*, par soutenir pleinement l'insurrection qu'elle estimait pourtant prématurée.

Le ministre Gustav Noske (SPD), entré le 29 décembre au gouvernement, est chargé d'organiser la répression de l'insurrection. Il s'appuie sur plusieurs bataillons berlinois de secours, puis sur des Corps francs de droite et sur les troupes de volontaires de la Direction centrale de l'armée. Le 6 janvier, à l'instigation du bureau de l'USPD, le gouvernement engage des pourparlers avec les insurgés et demande l'évacuation des rédactions occupées. Le SPD s'oppose cependant aux négociations, vouées de toutes manières à l'échec car l'exigence des insurgés - le rétablissement d'Eichhorn - est irrecevable. L'issue violente devient inévitable. Le 11 janvier, les troupes gouvernementales reprennent les rédactions des journaux ; les Corps francs, commandés par le général Walther von Lüttwitz marchent sur Berlin sur ordre de Noske. Leur entrée dans la capitale s'avère inutile, les insurgés ayant été écrasés dès le 12 janvier, mais Noske tient à faire un exemple pour prévenir d'autres mouvements d'insurrection. Le 15 janvier, Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, capturés, sont assassinés par des militaires. De nombreux insurgés, spartakistes ou non, sont arrêtés ou tués sommairement. Karl Radek est arrêté en février : mis en détention, il est finalement autorisé à retourner en Russie en janvier de l'année suivante. Leo Jogiches, révolutionnaire polonais membre de la Ligue et ancien compagnon de Rosa Luxemburg, est lui aussi arrêté en février ; il est tué quelques semaines plus tard, officiellement alors qu'il tentait de s'évader. L'historien Heinrich August Winkler souligne que, si l'écrasement de la révolte spartakiste a bien permis de prévenir le putsch d'une minorité radicale, qui aurait pu entraîner une intervention des Alliés en Allemagne, les représailles exercées par les Corps francs ont été très excessives ; de nombreux membres de ces groupes de volontaires ne se souciaient guère de sauver la démocratie et n'ambitionnaient que de prendre une revanche sur la gauche marxiste, accusée d'avoir provoqué la défaite allemande.

L'Assemblée constituante allemande, dont l'extrême-gauche avait tenté d'empêcher la tenue, est élue le 19 janvier 1919 : les résultats des élections, auxquels ont participé divers nouveaux partis comme le Parti populaire fondé par Gustav Stresemann, ouvre la voie à une coalition entre le SPD, le Parti démocrate et le Zentrum, soit les partis majoritaires de l'ancien Reichstag. Le 10 février, l'Assemblée vote la loi sur le pouvoir provisoire, qui fait office de constitution avant l'adoption de la constitution définitive. Le lendemain, Ebert est élu Président du Reich par les députés ; il charge Scheidemann de former un nouveau gouvernement, qui succède le 13 février au Conseil des commissaires du peuple.

### Grèves et affrontements au printemps 1919

Sur le plan intérieur, le nouveau gouvernement doit immédiatement affronter un vaste mouvement de grèves, amorcé dans la Ruhr dès décembre 1918 et qui s'étend en février à l'Allemagne centrale. Les ouvriers syndicalistes entendent reprendre leurs usines à leur propre compte : au centre du pays, le mouvement prend fin en mars quand le gouvernement Scheidemann promet l'introduction de comités d'entreprises et la socialisation des consortiums de charbon et de potasse. Dans la Ruhr, la grève tourne à la grève générale et le gouvernement réagit en envoyant la troupe. Le 9 mars, Gustav Noske, désormais ministre de la Reichswehr, donne la consigne, qui ne repose sur aucune loi, d'abattre sur-le-champ toute personne prise les armes à la main en train de combattre les troupes gouvernementales. A Berlin, les affrontements du mois de mars font près d'un millier de morts. La gauche radicale, qui tentait d'arracher par ces mouvements les transformations sociales que la première phase de la révolution n'avait pas apportées, obtient des résultats très modestes : la « socialisation » annoncée par le gouvernement, concrétisée par des lois en mars et avril, ne touche pas au statut de la propriété

privée des entreprises. La loi de 1920 introduisant comme promis des comités d'entreprises a par contre des effets bien plus profonds et contribue au progrès de la démocratie économique en Allemagne.

**Page 62 : La favorite du Maradja**



L'épouse favorite du Maharadja  
Titre original Maharadjahens Ynddinghustru

Durée 1h12

Réalisé par Robert Dinesen

Délaissant l'homme qui l'aime, la belle Elly accepte la proposition de mariage d'un maharajah et le suit en Inde. Mais elle veut bientôt s'enfuir du harem.